

**Un programme de développement de l'économie de proximité par les villes elles-mêmes vient d'être engagé sur l'Arc Atlantique. Plusieurs grandes villes y participent. D'autres projets existent.**

**AMÉNAGEMENT**

# Et si les villes s'occupaient d'agriculture de proximité?



**Les producteurs locaux intéressés par les circuits courts n'ont souvent pas la taille ni les moyens nécessaires pour organiser un approvisionnement important et régulier des zones urbaines.**

**E**t si les villes étaient les mieux placées pour organiser l'approvisionnement de proximité de leurs citoyens ? C'est de cette idée qu'est né le programme de développement « Anatole », porté par l'Association des chambres d'Agriculture de l'Arc Atlantique (AC3A). Objectif : amener des villes à organiser et développer une nouvelle économie de proximité, en partenariat avec des acteurs opérationnels de terrain. « Les

villes sont un échelon pertinent dans la relation au citoyen et pour l'organisation d'acteurs de territoire, explique Pascal Dagon, animateur du programme à AC3A. Et c'est dans les zones urbaines que l'économie de proximité a le plus de potentiel de développement. » Les villes ont aussi les compétences nécessaires pour développer l'économie de proximité (développement de l'agriculture, aménagement du territoire, transport...). Et leur mission de ser-

vice public au travers des cantines, hôpitaux... les mettent en bonne position pour organiser également l'approvisionnement de leurs citoyens. Enfin, les producteurs locaux intéressés par les circuits courts n'ont souvent pas la taille ni les moyens nécessaires pour organiser un approvisionnement important et régulier des zones urbaines. En pratique, le programme doit permettre de mettre en place des partenariats entre acteurs de terrain et collectivités ter-

ritoriales et de construire des outils opérationnels permettant aux collectivités d'introduire l'économie de proximité dans leurs politiques publiques. De nombreuses villes françaises sont déjà intéressées, telles que Nantes, Bordeaux, Caen, Le Mans, Pau, Périgueux, Quimper, Niort, Evron. Et dans les autres pays de l'Arc Atlantique, des villes comme Dublin, Glasgow, San Sebastian, Huelva, Avero ou Saint-Jacques de Compostelle s'y sont également engagées.

A Breigny-sur-Orge, dans l'Essonne, la fermeture du centre d'essai en vol offre 740 hectares à reconvertir dans une zone où le foncier est rare.

L'Institut national de recherche agronomique y exploite déjà 490 hectares pour ses travaux de recherche. Présent sur plusieurs sites en Ile-de-France, l'Inra souhaite se recentrer au sein d'une seule et même entité géographique. Ceci pourrait se faire sur 350 hectares seulement. Ainsi, sans revendiquer de terres supplémentaires à des fins agricoles, la profession entend malgré tout maintenir la superficie agricole actuelle : restent donc 140 hectares à valoriser, une belle occasion pour réaliser un lotissement de maraîchage biologique.

#### CONCRÉTISER DANS LES FAITS ET COOPÉRER AVEC LE TERRITOIRE

Mais d'autres projets d'urbanisation, pour tirer profit de ces terres, pointent leur nez. «Toutefois, prenant en compte les orientations du Grenelle de l'environnement, la volonté affirmée du Conseil régional et du Conseil général de l'Essonne d'un développement de l'agriculture biologique en Ile-de-France, la demande croissante de la société civile pour consommer des produits locaux et le développement exponentiel de la demande en Amap, les Organisations professionnelles agricoles, au premier plan desquelles la chambre d'Agriculture et la Safer, ne comprendraient pas que ces collectivités ne saisissent pas cette op-

portunité de concrétiser dans les faits leur volonté politique », mentionne un communiqué. Les porteurs du projet s'appuient également sur une étude menée par la Driaaf démontrant que des expériences d'aménagement agricole « collectif », tel l'exemple du lotissement maraîcher de Saint-Leu (Val de Marne), sont fructueuses. Et le site de Breigny-sur-Orge présente nombre de caractéristiques favorables pour ce type de projet. Autre exemple : dans le Rhône, l'aéroport de Lyon lance avec la chambre d'Agriculture et des producteurs locaux les paniers de saison, dans le cadre de la coopération avec son territoire et en cohérence avec sa volonté de se développer durablement. Initiative tout à fait originale, à la fois tournée vers les personnels de la plateforme aéroportuaire et les producteurs, cette action permet de valoriser la production locale et renforce les liens avec les riverains. Dans le Lot-et-Garonne, un service « Panier Fraîcheur » est aussi à disposition des voyageurs de la ligne Agen-Bordeaux descendant à Marmande. Mise en place par la SNCF dans le cadre de TER Aquitaine et par la chambre d'Agriculture du Lot-et-Garonne, l'opération offre aux usagers de la ligne la possibilité d'acheter, une fois par semaine, des fruits et légumes de saison. Déjà, dans notre numéro de juillet-août, nous témoignions d'autres réalisations où communautés urbaines et agriculture peuvent faire bon ménage. ■ VB/GD

#### LES AMAP S'ORGANISENT

Circuits courts, relations directes en producteurs et consommateurs, solidarité financières, respect de l'environnement sont des arguments mis en avant par les Amap (Association pour le Maintien d'une Agriculture de Proximité) et qui ont séduit désormais 70 000 familles en France. Celles-ci dépensent entre 500 et 800 euros par an en légumes pour un chiffre d'affaires de plus de 45 millions d'euros. Selon les responsables, « ce mouvement de fond », qui représente 1 500 structures dans 24 départements s'est désormais organisé en réseau national sous la forme de l'association Miramap.